

Presse quotidienne nationale, régionale, départementale...

MOBILISATION NATIONALE pour l'information et ses emplois

MM. Pugachev et Weill ont ouvert la boîte de Pandore du tout numérique avec l'appui de l'ancien gouvernement. Résultat : pas moins de 220 salariés des sièges éditoriaux, des imprimeries et de la distribution de *France-Soir* et *La Tribune* ont perdu leur emploi en ce début d'année.

Malgré leur mobilisation, journalistes, cadres, ouvriers et employés ont subi cette attaque de plein fouet sans réussir à contrer ces projets funestes.

A l'heure actuelle, pour les *France-Soir*, ce n'est pas fini. M. Pugachev jette l'éponge sans respecter ses engagements de financement de son projet numérique gratuit plus qu'hasardeux qu'avaient enterriné l'ancien gouvernement et le tribunal de commerce. L'avenir des salariés du siège éditorial FranceSoir.fr est suspendu à une possible offre de reprise, déposable avant mercredi 4 juillet à 18 heures.

Notre situation n'est pas isolée. *Paris Normandie*, *Nice-Matin*, *L'Union*, *Est Eclair*, *L'Aisne Nouvelle*, *Cap Régies...* subissent les mêmes attaques contre l'emploi. L'information est mise à mal dans tous les secteurs. Pour les patrons, elle devrait répondre logiquement aux exigences de rentabilité immédiate au même titre que toute autre marchandise.

Ce n'est pas acceptable. C'est pour ces raisons que la Filpac CGT vient de décider d'une journée sans presse le 5 juillet prochain. Cette non parution vise à dénoncer et contester tous les plans sociaux actuels et à venir dans toutes les formes de presse (PQN, PQR, PQD...).

Notre exigence est d'obtenir une négociation nationale, avec un moratoire sur les licenciements et un plan d'urgence pour la presse, en lieu et place de l'actuel chantage à l'emploi que tente d'imposer les directions des différents titres de presse.

La situation est grave et nécessite que la profession se mobilise afin que la destruction des titres et le licenciement ne deviennent la norme sociale en presse. L'ancien président de la République et son gouvernement ont mis en œuvre une politique dévastatrice pour la presse.

Dans ce contexte difficile pour les salariés, les directions ne reculent devant rien et les manœuvres vont bon train. Aucune autre alternative que la riposte pour contrecarrer cette volonté politique inique des éditeurs. La Filpac CGT et ses syndicats agissent pour préserver les emplois de toutes et de tous, ainsi qu'une presse d'information de qualité.

Cette journée sans presse est bien le prologue d'un mouvement national qui annonce différentes étapes de mobilisation et de solidarité des salariés de l'information.

Info'Com-CGT *France-Soir* appelle les salariés à faire 24 heures de grève le 5 juillet.

**Pour la défense de l'avenir de l'information et de ses emplois,
joignons-nous nombreux à cette mobilisation.**

**Stoppons ensemble et définitivement ces plans sociaux
qui mènent des milliers de salariés vers le Pôle Emploi.**